

MERIAM BOUSSEBSI

LA VOLONTÉ D'AGIR POUR PARIS

18^e-19^e

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

C'est à la fois avec beaucoup d'humilité et de détermination que je me présente à vos suffrages pour ces élections législatives.

Cette volonté d'action concrète, je la porte depuis toujours. Mon envie d'engagement politique s'est décuplée en tant que dirigeante d'entreprise solidaire, militante associative et en tant que femme désireuse de **faire bouger les lignes** et de contribuer à une société française qui soit meilleure. Porter la voix d'une femme au sein d'une Assemblée Nationale composée seulement de 27% de députées est également un vrai défi démocratique.

Les années qui se sont écoulées, n'ont cessé de nous diviser, de nous opposer les uns aux autres, de nous faire douter de notre capacité à fédérer et à décider ensemble dans l'intérêt de tous les français de tous bords politiques et de toutes origines sociales.

Ma candidature s'inscrit donc avant tout pour une **France humaniste, libérale et solidaire**.

Je mesure la défiance grandissante que nourrissent nos concitoyens à l'égard de la parole publique, mais je veux parler à tous les habitants du 18^{ème} et 19^{ème} arrondissement, quels qu'aient été leurs choix politiques passés.

Je veux parler à ceux qui refusent le déclin de notre pays, l'abandon de certains de nos quartiers et la fin de notre modèle de solidarité.

Dans un Paris en perpétuelle mutation, je m'appuierai sur mon expérience de dirigeante d'entreprise solidaire et de responsable associatif enraciné et sur les valeurs de nos arrondissements de l'Est parisien forgées tout au long de leurs histoires pour conduire mes choix à l'Assemblée Nationale : la **liberté** et la **responsabilité**, l'**engagement** et la **solidarité**, la **tempérance** et l'**équilibre**.

Un des premiers combats sera celui de la **moralisation de la vie politique** afin de rétablir un lien de confiance. La solidarité ainsi que la fin du gaspillage de l'argent seront également pour moi deux priorités.

À l'Assemblée Nationale, je me battrai pour que le Parlement redevienne le lieu de débat et de la proposition, et qu'il soit un véritable instrument de contrôle de l'action d'un gouvernement.

Ni opposition systématique et stérile, ni soutien aveugle.

Tous, nous savons qu'une autre France est possible, une autre République est possible. Voici l'exaltant et formidable défi que je vous propose.

Le 11 juin prochain, je compte sur vous.

Vous pourrez compter sur moi.

Meriam BOUSSEBSI



MERIAM
BOUSSEBSI 29 ans

Engagée depuis peu en politique, mon combat est avant tout sur le terrain en tant que dirigeante d'entreprise solidaire pour la promotion de l'insertion sociale et professionnelle des personnes les plus éloignées de l'emploi.

Je suis également militante associative, dans le secteur de l'économie solidaire et de l'innovation sociale mais aussi auprès des publics migrants pour l'apprentissage de la langue française.



GILDAS
DEPLACE 28 ans

28 ans, ancien journaliste radio et télévision, j'exerce maintenant en tant que conseiller principal d'éducation (CPE) dans un collège en réseau d'éducation prioritaire. Je suis également engagé au sein de diverses associations culturelles et sportives.

VOTRE DÉPUTÉE
| DE CENTRE DROIT |

Les **CENTRISTES**

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DES 11 & 18 JUIN 2017 - 16^{ÈME} CIRCONSCRIPTION DE PARIS

■ ■ ■ NOS PRIORITÉS



ÉDUCATION

- Priorité à l'acquisition des savoirs de base à l'école primaire
Possibilité pour les communes de revenir sur
- la réforme des rythmes scolaires
Valorisation des filières professionnelles et des enseignements techniques et technologiques
- Accompagnement des élèves vers l'apprentissage par des partenariats école/entreprise
- Renforcement de l'autonomie des universités pour une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi
- Réforme du système de financement des formations, pour en faciliter l'accès aux publics les plus en difficulté (seniors en reconversion professionnelle, demandeurs d'emploi de longue durée, jeunes sans qualification, femmes réintégrant le marché du travail). Cette réforme devra garantir d'avantage l'autonomie des entreprises dans la gestion des plans de formation.



ÉCONOMIE / EMPLOI

- Regard vigilant dans le nécessaire projet de réforme du code de travail, au vu de l'échec du pacte de compétitivité
- Lutte contre la multiplication des contrats de travail précaires en favorisant le contrat de travail unique
- Assouplissement des normes administratives et réglementaires pour les créateurs d'entreprises
- Protection du commerce de proximité et des artisans
- Création d'une agence pour l'aide au retour à l'emploi des femmes ayant interrompu leur carrière pour élever leurs enfants

MODERNISATION DE LA VIE PUBLIQUE



- Suppression du 49.3
- Loi pour définir un statut des élus et de leurs collaborateurs
- Promotion d'une vraie démocratie participative



ENVIRONNEMENT

- Promouvoir les énergies propres dans les transports
Développer la construction de
- parkings en périphérie pour favoriser les transports en commun en centre-ville
- Lutte contre la précarité énergétique

SÉCURITÉ



- Priorité à la cybersécurité et à la cyberdéfense
- Rétablissement du lien de confiance entre les forces de l'ordre public et la population, en favorisant la police de proximité
- Refus de la dérive de l'incivilité vers l'insécurité et promotion du respect du vivre-ensemble



SANTÉ

- Renforcement des moyens humains et valorisation des métiers liés au secteur médical (infirmiers, aides soignants)
- Refonte du procédé de sélection des étudiants en médecine (y compris dans le choix des spécialisations et des zones géographiques)

SOCIÉTÉ



- Un débat national sur le statut des migrants pour faire face aux crises humanitaires (les conditions d'accueil et d'intégration, le flou juridique lié à leur statut et la responsabilité politique)
- Exigence de l'application effective de la loi du 22 décembre 1972 relative à l'égalité de rémunération des femmes et des hommes
- Aide au maintien des personnes âgées à domicile
- Réforme de la politique de logement pour favoriser le taux de rotation des locataires dans le logement social, développement du logement intermédiaire et simplification des structures d'offices HLM pour une meilleure gestion